

Courriel envoyé à Lithium de France le 14 avril 2025 (adresse électronique dédiée : consultation.publique.sfl@lithiumdefrance.com), avec Monsieur le commissaire-enquêteur en copie.

Soufflenheim, le 14 avril 2025

À l'attention de la société *Lithium de France*

Objet : Réponse à votre courrier du 10 avril 2025 concernant votre décision d'annuler la réunion supplémentaire promise à l'occasion de la première réunion publique.

Madame, Monsieur,

Je n'ai malheureusement pas reçu votre courrier daté du 10 avril 2025 dans ma boîte aux lettres. Une fois encore, c'est uniquement par le bouche-à-oreille, comme ce fut déjà le cas pour l'annonce même de votre projet, que j'ai pu en apprendre le contenu. J'y découvre, avec une certaine stupéfaction, que vous annulez votre participation aux temps de concertation publique liés à l'enquête sur le projet « Les Poteries Exploration ». Cette manière de procéder soulève de sérieuses questions quant à votre volonté réelle d'informer et d'impliquer les citoyens dans un processus pourtant censé être transparent et participatif.

Votre décision, motivée selon vos termes par un climat particulièrement tendu lors de la réunion publique du 14 mars et par la survenue de comportements agressifs et de propos menaçants à l'égard de votre équipe, suscite non seulement de l'incompréhension mais aussi de sérieuses interrogations.

Je tiens à exprimer ma profonde déception, ainsi que celle de nombreux habitants de Soufflenheim, face à cette décision unilatérale, qui affaiblit encore davantage une concertation déjà largement déficiente. Plutôt que d'apporter des réponses concrètes et documentées aux nombreuses questions légitimes des citoyens, vous choisissez de vous retirer du débat public. Au lieu de chercher des excuses pour éviter de rendre des comptes sur un projet insensé, incomplet et mal préparé, vous feriez mieux de répondre aux nombreuses contributions déposées dans le registre, ainsi qu'à l'avis de la MRAe, qui vous recommande de retirer votre projet en l'état.

Permettez-moi de rappeler que cette tension n'a en rien empêché le déroulement de la réunion, ni compromis votre sécurité, ni celle du commissaire enquêteur. Ce que vous qualifiez de comportements agressifs relève pour l'essentiel de l'expression d'une inquiétude profonde et sincère d'une population attachée à son environnement, à sa qualité de vie, et à la préservation de son patrimoine.

Dans un souci de transparence et de respect envers les citoyens, nous vous demandons de bien vouloir **préciser de manière détaillée** les faits que vous évoquez. En l'absence de toute information circonstanciée, ces allégations jettent un discrédit injustifié sur l'ensemble des participants à la réunion, dont la grande majorité s'est exprimée avec respect, bien que de manière ferme et unanime.

Nous vous prions donc de répondre clairement aux points suivants :

- Quels propos ou comportements, précisément, ont été considérés comme agressifs ou menaçants ?
- Combien d'incidents distincts ont été relevés ?
- À quel moment exact de la réunion se sont-ils produits ?
- Qui en a été victime ?
- Avez-vous déposé plainte ou effectué un signalement officiel ?
- En plus du service de sécurité présent pendant la première réunion publique, des mesures de sécurité supplémentaires ont-elles été sollicitées ?

- Le commissaire enquêteur a-t-il lui-même confirmé ces faits dans un rapport ou une déclaration ?

À défaut de telles précisions, vos allégations pourraient être interprétées comme une tentative de détourner l'attention des critiques de fond et des arguments étayés exprimés lors de cette réunion, et plus largement dans les contributions à l'enquête publique.

Votre projet suscite une opposition massive et argumentée. Elle ne provient pas d'un groupe isolé ou radicalisé, mais d'institutions représentatives et d'instances expertes :

- ✓ Le **Conseil municipal de Soufflenheim**, dans son avis du 20 mars 2025, a émis un **avis défavorable**, soulignant notamment les incertitudes majeures sur la sécurité des installations, le manque de transparence, et les risques de nuisances sonores et visuelles, mais aussi et surtout les risques de sismicité liés à l'activité de géothermie.
- ✓ Le **Conseil communautaire du Pays Rhénan**, dans son délibéré du 24 mars 2025, a lui aussi émis un **avis défavorable**. Il y pointe une concertation insuffisante, une absence de vision globale sur les conséquences du projet à long terme, et une incompatibilité flagrante avec les objectifs de développement durable du territoire.
- ✓ **L'Autorité environnementale**, enfin, dans son avis du 1er avril 2025, critique un **dossier incomplet, imprécis et parfois incohérent**, avec des évaluations environnementales partielles, notamment en ce qui concerne les effets cumulés, la biodiversité, et les risques pour la ressource en eau.

Par ailleurs, vous indiquez avoir annulé votre permanence prévue le 9 avril sur le marché de Soufflenheim. Il est important de souligner ici que cette permanence représentait l'une des rares occasions d'échange direct et informel avec la population. Son annulation sans reprogrammation ne fait que renforcer le sentiment d'évitement et d'opacité qui entoure votre démarche.

Plus largement, il convient de rappeler que votre étude d'impact a débuté dès l'été 2024, sans que les habitants de Soufflenheim ne soient, à aucun moment, directement contactés, informés ou associés à une quelconque phase préparatoire ou explicative. Votre présence sur le terrain est restée invisible, et ce n'est que récemment, et sous la pression du calendrier réglementaire, que vous avez entrepris de communiquer, de manière très tardive, sur un projet pourtant lourd de conséquences pour notre environnement et notre cadre de vie.

Ensuite, il semblerait que vous n'ayez distribué que 1 000 copies de votre lettre de retrait. Comment se fait-il que vous ayez choisi d'informer uniquement une partie de la population ? Sur quels critères avez-vous sélectionné les destinataires de cette lettre ? Ne sommes-nous pas tous concernés par ce projet ? Décidément, la sous-évaluation semble être une constante dans votre entreprise : le choix d'une salle trop petite, qui n'a pas permis d'accueillir plus d'une centaine de personnes lors de la première réunion publique, en est un exemple, tout comme la sous-estimation des risques et nuisances dans votre étude d'impact. À mes yeux, le principal problème de votre start-up réside dans votre inexpérience. Vous ne semblez pas être à la hauteur des enjeux liés à un projet d'une telle envergure. Il ne suffit pas de se proclamer les "nouveaux souverains" et de s'en remettre à la seule méthode Coué pour réussir...

Dans ce contexte, il est regrettable que votre réponse à la contestation soit le repli plutôt que l'ouverture, l'évitement plutôt que la clarification. Face à cette triple désapprobation institutionnelle et à une mobilisation citoyenne forte, votre retrait du débat public apparaît non seulement comme une esquivé, mais aussi comme un signal inquiétant quant à votre volonté réelle de dialoguer de manière constructive avec le territoire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes cordiales salutations.

Ledanois Julien et Virginie Vix

Réponse de Lithium de France le 25 avril 2025, avec Monsieur le commissaire-enquêteur en copie.

Bonjour Madame,

Bonjour Monsieur,

Merci pour votre courrier.

La lettre d'information à laquelle vous faites référence a été distribuée en boîtes aux lettres des riverains et voisins de la friche. Vous devriez en avoir été destinataire.

Comme mentionné dans cette lettre, nous prévoyons d'apporter des premiers éléments de réponse prochainement.

On ne s'autorisera pas à commenter vos propos concernant les violences verbales et les menaces envers les collaborateurs de Lithium de France sans parler de celles dont a été victime M. le Maire de Soufflenheim.

Par ailleurs, les avis des entités publiques consultées, dont la communauté de communes du Pays Rhénan et la commune de Soufflenheim font partie, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, feront l'objet de mémoires en réponse prochainement. Avant la réunion publique de clôture du 3 juin, nous apporterons également des réponses aux questions des riverains.

Enfin, nos équipes restent disponible pour vous rencontrer afin de recueillir vos avis, discuter du projet et répondre à vos questions.

Nous vous souhaitons une bonne journée,

L'équipe Lithium de France

Courriel/réponse envoyé à Lithium de France le 27 avril 2025 (adresse électronique dédiée : consultation.publique.sfl@lithiumdefrance.com), avec Monsieur le commissaire-enquêteur en copie.

Soufflenheim, le 27 avril 2025

À l'attention de la société Lithium de France

Objet : Réponse à votre courrier consécutif à mon interpellation du 14 avril en réponse à votre lettre distribuée partiellement à Soufflenheim le 10 avril 2025

Madame, Monsieur,

Je vous remercie pour votre réponse, bien que celle-ci suscite à nouveau de nombreuses interrogations et un certain malaise, tant elle élude les points précis soulevés dans mon courrier initial, datant du 14 avril dernier.

Vous indiquez que votre lettre d'information a été distribuée en boîtes aux lettres des riverains et voisins de la friche. Or, je ne l'ai personnellement jamais reçue. Je ne suis malheureusement pas le seul dans ce cas, ce qui souligne une nouvelle fois les limites de votre capacité à organiser une communication fiable, même pour une opération aussi élémentaire qu'une simple distribution de courrier. Cela constitue, selon moi, un nouveau signe du manque de professionnalisme dont votre start-up fait preuve depuis le début de ce projet. À cela s'ajoutent une gestion marquée par de nombreuses insuffisances, les carences relevées dans votre étude d'impact, votre absence manifeste de concertation préalable, ainsi que votre prestation décevante lors de la première réunion publique, caractérisée par des réponses lacunaires. Votre propension à éluder les questions, l'annulation de votre permanence prévue sur le marché, qui devait pourtant permettre aux habitants de vous rencontrer, et la suppression d'une réunion supplémentaire, sur la base d'allégations de violences aujourd'hui fortement contestées, renforcent encore le constat d'une approche inadaptée et déconnectée de votre part. Décidément, l'ensemble de ces éléments me conforte dans l'idée que vous n'êtes pas du tout à la hauteur de vos ambitions.

Concernant votre refus de commenter les violences verbales et menaces que vous évoquez, je tiens à réaffirmer qu'en l'absence de faits circonstanciés et d'éléments concrets, ces allégations peuvent légitimement être perçues comme une tentative de détourner l'attention des critiques de fond, pourtant nombreuses, précises et documentées, exprimées lors de la réunion publique du 14 mars, comme dans les nombreuses contributions déposées dans le registre de l'enquête publique. De plus, je tiens à préciser que des membres de notre collectif sont restés après la fin de la réunion pour échanger, et personne n'a été témoin d'événements anormaux, d'autant plus que des journalistes, un service de sécurité et des effectifs de la gendarmerie nationale étaient présents ce soir-là. Le fait que des citoyens responsables et lucides vous posent des questions pertinentes, auxquelles vous n'avez pas su répondre correctement selon moi, et cela de manière ferme mais légitimement engagée pour la défense de nos lieux de vie, ne constitue en aucun cas une forme de violence. Si écouter les premières personnes concernées par votre projet vous dérange au point d'heurter votre ego, il serait peut-être temps de songer à changer de métier.

Je trouve par ailleurs particulièrement déplacé que vous invoquiez, sans son consentement explicite ni la moindre précision, le nom du maire de Soufflenheim pour appuyer vos accusations. Ce procédé jette un trouble inutile et instrumentalise une autorité locale qui, rappelons-le, a elle-même émis un avis défavorable à votre projet. Cela ne contribue en rien à restaurer la confiance, déjà fortement entamée, voire perdue, entre votre entreprise et les citoyens de notre territoire.

Vous indiquez vouloir publier « prochainement » des mémoires en réponse aux avis institutionnels, ainsi qu'aux réactions unanimes des citoyens opposés à votre projet inadapté et irresponsable. Nous attendrons donc avec attention ces éléments, tout en regrettant que vous n'ayez pas saisi l'opportunité de répondre ici et maintenant aux points précis que je vous ai posés, notamment ceux relatifs à la nature des incidents que vous évoquez, leur chronologie, les personnes concernées, ou encore d'éventuels signalements ou dépôts de plainte.

Enfin, si vous réaffirmez votre disponibilité pour des rencontres individuelles, je tiens à souligner que le véritable enjeu n'est pas celui de dialogues à huis clos, mais d'un débat public, éclairé, et accessible à tous. Le retrait de vos permanences publiques et la réduction progressive de vos canaux de concertation vont à l'encontre de cet impératif démocratique.

Permettez-moi également de vous rappeler que votre projet suscite une opposition massive et argumentée. Elle ne provient ni d'un groupe isolé, ni d'une frange radicalisée, mais de l'expression cohérente de la société civile, de ses représentants élus et d'organismes experts :

- Le Conseil municipal de Soufflenheim, dans son avis du 20 mars 2025, a émis un avis défavorable, pointant les incertitudes majeures sur la sécurité des installations, le manque de transparence, les nuisances sonores et visuelles, ainsi que les risques de sismicité liés aux forages profonds que vous prévoyez.
- Le Conseil communautaire du Pays Rhénan, par délibération du 24 mars 2025, a également émis un avis défavorable, dénonçant une concertation insuffisante, l'absence de vision globale à long terme, ainsi qu'un projet générant un risque trop important du point de vue de la sismicité induite générée.
- L'Autorité environnementale, dans son avis du 1er avril 2025, pointe un dossier incomplet, imprécis, et parfois incohérent, avec des évaluations environnementales lacunaires, notamment sur les effets cumulés, la biodiversité, et les risques sur la ressource en eau.
- Et dernièrement par un collectif d'entreprise contre votre projet, qui ont lancé une alerte quant aux risques que votre activité ferait peser sur leur outil de travail, leurs salariés, ainsi que sur la pérennité de leur activité.

Dans ce contexte, il me semble utile de vous rappeler, avec toute la clarté et la sérénité nécessaires, que la meilleure des issues, pour vous comme pour le territoire, serait de retirer purement et simplement ce projet dans sa forme actuelle. Persister malgré les alertes convergentes des citoyens, des élus et des experts serait non seulement une erreur stratégique, mais un manque de respect manifeste envers un territoire qui a su jusqu'ici faire preuve d'une opposition ferme mais digne.

Je reste, quant à moi, attaché à un échange constructif, mais exigeant, fondé sur des faits, des réponses claires, et une reconnaissance sincère des préoccupations exprimées par la population.

Je vous invite donc à reconsidérer votre projet dans l'intérêt de tous.

Cordialement,

Ledanois Julien